

L'impact de la globalisation sur les pays pauvres.

Gilles Saint-Paul

Au cours de ces dernières années, on a vu se développer un mouvement de protestation contre la "globalisation" ou encore la "mondialisation", et ce mouvement a parfois pris des formes violentes. Un observateur peu averti pourrait s'interroger sur le contenu donné par les protestataires à ces mots vagues, et sur la nature précise des acteurs et des actions incriminées.

Un examen plus attentif révèle cependant que ce qui est critiqué par les opposants à la "mondialisation", au tout au moins les plus virulents d'entre eux, c'est la liberté des échanges, dans laquelle ils voient un facteur d'exploitation capitaliste, dont auraient à souffrir plus particulièrement les plus démunis: pays les plus pauvres où se développeraient la misère, le travail infantile, bref un nouvel esclavagisme pour le plus grands profits des trusts multinationaux, généralement américains.

En d'autres termes, l'attaque contre la "mondialisation" ne fait que reprendre le tiers-mondisme militant des années 1960 et 1970, l'ayant débarrassé d'un vernis marxiste discrédité pour le remplacer par un humanitarisme de bon aloi. Certains n'hésitent pas à se parer d'idées astucieuses d'économistes réputés, telles la taxe Tobin, pour crédibiliser leur revendication aux yeux des décideurs et de l'establishment intellectuel.

Le débat sur la globalisation soulève une multitude de problèmes, d'ordre économique, social, culturel, moral, légal, etc. En quelque sorte le mot est un fourre-tout et pour un scientifique il importe de réduire le champ d'analyse pour isoler les mécanismes pertinents.

C'est pourquoi dans cet article, nous nous préoccupons essentiellement des conséquences de la liberté des échanges. La question que nous nous posons ici est la suivante: avons-nous des raisons concrètes de penser que l'ouverture au commerce international puisse nuire aux pays pauvres? Ou bien, au contraire, le mouvement anti-mondialisation ne repose-t-il que sur des fantasmes étayés par des anecdotes peu significatives?

Un peu de théorie économique

Pour répondre à ces questions, il importe de garder à l'esprit quelques notions de théorie économique. Certes, de nombreux militants anti-globalisation affirmeront que cette théorie est à jeter à la poubelle, car elle ne prend pas en compte les facteurs institutionnels, sociologiques, psychologiques, etc. Cependant les résultats que je vais mentionner sont parfaitement intuitifs et s'ils peuvent être invalidés dans certaines situations où les marchés souffrent de distorsions particulières, ils restent robustes et logiques à mon avis, et personne n'a à ma connaissance établi que ces conditions particulières soient satisfaites.

Le principal résultat de la théorie économique du commerce international est l'existence de *gains de l'échange*. Ces gains sont considérables, comme s'en rendrait compte tout un chacun s'il était contraint par un activiste anti-globalisation à ne rien vendre et à ne rien acheter aux autres, et à produire ses propres chaussettes, ses propres carottes, ses propres automobiles, etc. Il retournerait alors à un niveau de pauvreté digne du paléolithique. Il en va de même, mais à un degré moindre, au niveau d'un pays.

Les gains de l'échange peuvent provenir de la *spécialisation*. Le Canada possède une riche terre à blé, de sorte que le coût de production y est faible relativement au prix mondial.

Si le Canada était contraint à l'autarcie, ses consommateurs ne pourraient absorber tout le blé qu'il produit, et le prix intérieur du blé (relativement aux autres biens) finirait par baisser, contraignant une partie de la main d'oeuvre à se reconverter dans d'autres secteurs, par exemple la chemise. Il est plus avantageux pour le Canada de vendre son blé sur le marché mondial et d'importer ses chemises du Pakistan. Cela signifie que les Canadiens peuvent consommer plus en travaillant dans le secteur du blé où ils sont relativement plus productifs, qu'en travaillant dans le secteur de la chemise.

Une deuxième source de gain de l'échange est due aux *rendements d'échelle*, c'est à dire au fait que les coûts sont trop élevés en deçà d'un certain niveau de production. Un pays contraint à l'autarcie devra produire de nombreux biens industriels pour lesquels ses installations se trouveront inférieures à la taille efficace minimale. Ainsi, si la principauté d'Andorre devait produire ses propres automobiles, destinées à servir uniquement le marché intérieur, les coûts de production de ces automobiles seraient très élevés à cause du nombre insuffisant d'exemplaires produits. Grâce au commerce international, la principauté d'Andorre peut se spécialiser dans un nombre restreint d'activités, pour lesquelles sa production est suffisante, et importer les biens dont elle a besoin.

Ces résultats signifient-ils que l'ouverture au commerce international est une aubaine pour tout le monde? Pas nécessairement. De fait il existe un résultat (le théorème de Stolper-Samuelson) qui montre qu'en l'absence de transferts redistributifs, les gains de l'échange sont inégalement répartis. Plus précisément, on montre que la rémunération du facteur de production le plus rare (relativement au reste du monde) baisse lorsqu'un pays s'ouvre au commerce international. Cela se comprend aisément. S'il y a très peu de grands couturiers au Danemark, leur revenu sera plus élevé si le Danemark est en autarcie que s'il peut importer de la haute couture à l'étranger. Ce résultat permet de comprendre la résistance à la liberté des échanges, des travailleurs de certains secteurs (textile, agriculture) dans les pays développés. Ces travailleurs peu qualifiés sont relativement rares, en proportion de la population des pays développés, si on les compare à la proportion de travailleurs peu qualifiés dans les pays moins développés. Ainsi l'ouverture internationale tend à réduire leur salaire, sous l'effet de la concurrence "à bas prix" des pays les plus pauvres.

A ce stade, il importe de noter plusieurs choses.

D'une part, ce résultat concerne uniquement la distribution des gains de l'échange dus à la spécialisation. Les gains de l'échange dus aux rendements d'échelle, eux, sont mieux répartis et tendent à augmenter le bien-être de toutes les catégories de travailleurs.

D'autre part, il est toujours possible à l'Etat de redistribuer les gains de l'échange de façon à compenser ceux qui voient leurs revenus salariaux baisser. C'est ce qui s'est passé dans certains cas (comme la construction navale en Espagne, par exemple), et en principe ces transferts compensatoires, s'ils sont correctement déterminés, permettent de faire bénéficier à l'ensemble de la population des gains de l'échange dus à la spécialisation.

Enfin, dans les pays les moins développés c'est le travail qualifié, et non le travail peu qualifié, qui est relativement rare. On s'attend donc à ce que (si l'on considère seulement les effets de la spécialisation) l'ouverture internationale réduise les salaires des plus qualifiés mais augmente ceux des moins qualifiés. Mais, par ailleurs, il est raisonnable de penser que l'ouverture favorise également l'adoption par ces pays de technologies supérieures en provenance des pays les plus développés, ce qui profite à tout le monde.

Maintenant que nous avons discuté ces principes, regardons les faits: comment la globalisation a-t-elle affecté les pays pauvres?

Une décennie d'explosion des échanges

Le premier fait marquant des années 1990 est l'explosion des échanges mondiaux. Au cours de cette décennie, ces échanges ont représenté 25 % du PIB mondial. Ils ne représentaient que 12 % au cours des années 1980. De même, les flux de capitaux ont explosé et ont particulièrement affecté les pays les moins développés. Ainsi les flux d'investissement direct dans les pays pauvres représentent environ 300 milliards de dollars, soit près de 90 % du flux total.

La globalisation est donc un phénomène réel, quantifiable et d'importance macroéconomique. Si l'on admet que la décennie 1990 a été marquée par une globalisation accélérée, et si l'on veut savoir si cette globalisation a été bénéfique, une première approche consiste à regarder la performance de l'économie mondiale sur cette période.

Une croissance soutenue, particulièrement dans les pays les plus pauvres

Si l'on en croit les opposants à la globalisation, on devrait observer un appauvrissement de l'économie mondiale au cours de cette période. Or il n'en est rien. Les années 1990 sont une période de croissance remarquablement élevée, contrairement aux deux décennies précédentes. Par ailleurs, les pays pauvres ont encore mieux profité de la croissance que les pays riches.

D'après les données de la banque mondiale, les pays les plus développés ont cru à un taux moyen de 2,5 % par an au cours des années 1990, tandis que les pays les moins développés ont cru à 3,5 %. Si l'on exclut les pays en proie à la guerre ou à d'autres formes d'instabilité politique, le palmarès est encore plus impressionnant. La liste des pays du tiers-monde ayant cru à plus de 4 % par an en moyenne au cours de cette période en étonnerait plus d'un: Argentine, Bangladesh, Benin, Bolivie, Botswana, Cambodge, Chili, Chine, Costa Rica, République Dominicaine, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Guinée, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Jordanie, Corée, Laos, Liban, Lesotho, Malysie, Mauritanie, Ile Maurice, Mozambique, Népal, Papouasie Nouvelle Guinée, Pérou, Pologne, Singapour, Sri Lanka, Syrie, Thaïlande, Tunisie, Ouganda, Vietnam. Cela signifie que dans ces pays, le PIB par tête était plus élevé de 50 % à la fin des années 90 qu'au début des années 90. Bien entendu, beaucoup de ces pays étaient et restent très pauvres. Cependant, il est difficile d'envisager un décollage plus rapide. Les pays développés eux-mêmes, ne sont sortis du sous-développement que beaucoup plus lentement, avec une stagnation millénaire suivi d'un taux de croissance moyen ne dépassant pas 1 % par an au dix-neuvième siècle.

Quant aux géants que sont l'Inde et la Chine, et qui représentent le tiers de la population mondiale, ils sont en train de devenir rapidement des super-puissances économiques, avec des taux de croissance moyens de 6 et 9 % au cours de cette période.

Pour un économiste, ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Mais un opposant à la globalisation ne manquerait pas de soulever un certain nombre d'objections.

Passons sur l'argument facile consistant à refuser de prendre ces chiffres au sérieux, au motif que leur construction est entachée d'erreurs, ou, pire, sur la base d'un refus idéologique de considérer les statistiques ou les agrégats macroéconomiques. Il est bien évident que ces agrégats masquent une réalité complexe, cependant on n'a pas trouvé mieux pour mesurer le niveau d'activité global d'une économie.

La globalisation accélère la croissance

Une objection plus sérieuse consisterait à affirmer que les pays les plus pauvres ont cru *en dépit* de la globalisation.

Si cette objection était valable, on s'attendrait à observer des taux de croissance plus faibles chez les pays qui se sont le moins ouverts au commerce international. Or, c'est exactement l'inverse que l'on observe: une plus grande ouverture au commerce international accélère la croissance. Ces faits avaient déjà été établis en ce qui concerne divers épisodes de libéralisation des échanges, par un certain nombre d'études empiriques au cours des années 1960 et 1970.¹ Plus récemment, Dollar et Kraay² ont étudié les performances de croissance de divers pays au cours des années 1980 et 1990, en distinguant entre ceux qui se sont le plus ouverts à la globalisation et les autres. Ils définissent l'ouverture en se fondant sur deux indicateurs: d'une part ceux dont la part du PIB consacrée au commerce international a le plus augmenté au cours des vingt dernières années, d'autre part ceux dont les barrières douanières se sont le plus réduites au cours de cette même période. Ces deux critères conduisent à sélectionner à peu près les mêmes pays. On obtient un groupe dont les importations et les exportations représentent 33 % du PIB à la fin des années 1990, contre seulement 16 % au début des années 1980, et dont le niveau moyen des tarifs à l'importation a baissé de 22 points en moyenne, contre 11 seulement pour les autres pays en développement.

Dollar et Kraay montrent que la performance de ce groupe de pays "globalisateurs" est nettement supérieure à la moyenne. Alors que les non-globalisateurs n'ont cru que de 0,8 % et 1,4 % dans les années 1980 et 1990 respectivement, les globalisateurs ont cru de 3,5 % dans les années 1980 et de 5 % dans les années 1990.

A ce stade, l'opposant à la globalisation est tenté de soulever une autre objection: les fruits de cette croissance ne sont-ils pas accaparés par les plus riches? Si 1000 euros supplémentaires de PIB signifient 1000 euros supplémentaires de profits, alors les travailleurs ne bénéficient pas de la croissance. Si les profits augmentent de plus de 1000 euros, la croissance est nuisible aux travailleurs et donc aux plus pauvres. A force d'entendre les certains discours alarmistes, ne peut-on craindre qu'un tel phénomène soit à l'oeuvre? Dans ce cas, les statistiques montrant que la globalisation est favorable à l'activité économique seraient bien peu satisfaisantes

Comme nous l'avons montré plus haut, les gains de l'échange ne sont pas également répartis; et il se peut fort bien que certains groupes sociaux voient leur revenu baisser comme résultat d'une globalisation accrue. Et, comme on l'a signalé, rien n'empêche les gouvernements nationaux de redistribuer les gains pour compenser les perdants. Au vu de l'effet important du commerce international sur la croissance, cette stratégie semble préférable à la fermeture des frontières.

Peut-on en outre penser que les perdants soient *systématiquement* les plus pauvres? Comme on l'a vu, c'est le facteur relativement rare dans le pays considéré qui peut perdre, et non nécessairement les travailleurs les plus pauvres.

Qu'en est-il empiriquement? Pour répondre à cette question, les mêmes auteurs ont, dans un autre article³, considéré l'effet de la croissance sur le revenu des 20 % les plus pauvres, en utilisant des données sur 92 pays et quatre décennies. La croissance nuitrait aux plus pauvres s'il y avait une corrélation négative entre le taux de croissance du PIB par tête et

¹ Le lecteur intéressé peut se reporter à T.N. Srinivasan et J. Baghwati, "Outward-Orientation and Development: Are revisionists right?", document de travail, Yale University, 1999.

² D. Dollar et A. Kraay (2001), "Trade, growth, and poverty", document de travail, Banque Mondiale.

³ D. Dollar et A. Kraay (2001), "Growth is good for the poor", document de travail, Banque Mondiale.

le taux de croissance du revenu par tête des pauvres. Si cette corrélation était positive mais inférieure à 1, cela signifierait que bien que profitant de la croissance, ils en profitent moins que le citoyen moyen, et que celle-ci augmente les inégalités. Une corrélation supérieure à un implique au contraire qu'elle réduit les inégalités. Or, que trouvent ces auteurs? Que la corrélation est très proche de un. En d'autres termes, lorsqu'un pays connaît un point de croissance supplémentaire, le revenu des ses habitants les plus pauvres croît en moyenne de un pour cent. Certes, on observe des épisodes où il va croître moins que cela, voire diminuer; et d'autres où le revenu des pauvres s'accroît plus vite que la moyenne. Il n'en reste pas moins qu'il n'existe pas d'effet systématique de la croissance sur la position relative des plus pauvres.

L'opposant à la mondialisation peut cependant se révéler plus sophistiqué et prétendre que si, en moyenne, la croissance profite autant aux pauvres qu'aux autres, cette relation dépend des politiques suivies, et qu'elle n'est précisément pas valide lorsque ces politiques favorisent la libéralisation des échanges. Or, ce n'est pas non plus le cas. Dollar et Kraay trouvent qu'une hausse de l'ouverture internationale a très peu d'effets sur la distribution des revenus, et que ces effets très faibles tendent plutôt à favoriser les pauvres. Plus généralement, cet effet unitaire de la croissance sur le revenu des pauvres est très robuste: il est vrai sur périodes récentes aussi bien que sur périodes plus anciennes, pour les pays pauvres aussi bien que pour les pays riches, lorsque la croissance est forte aussi bien que lorsqu'elle est faible ou négative—en particulier, les crises n'affectent pas proportionnellement plus les pauvres que les riches. De même, on obtient un effet unitaire quel que soit le déterminant de la croissance que l'on tente d'isoler. Qu'un point supplémentaire de croissance soit dû à un meilleur développement financier, à une plus grande discipline fiscale, à une baisse durable de l'inflation, à une meilleure application de la loi, ou à une plus grande ouverture internationale ne change rien à ses conséquences sur les pauvres; dans tous les cas leur revenu augmente en moyenne de 1 %.

Comment réconcilier ces résultats avec des statistiques qui montrent que l'inégalité salariale tend à augmenter dans de nombreux pays depuis trente ans? L'incompatibilité n'est qu'apparente. La plupart des études empiriques sur ce phénomène ont montré que cette hausse de l'inégalité était attribuable au changement technologique et non à la globalisation. Les résultats de Dollar et Kraay confirment ces études, et montrent en outre que les différences de taux de croissance entre pays ne se traduisent pas par des différences systématiques en termes d'inégalités.

Un recul du développement humain?

Une fois convaincu du fait que la globalisation accroît le bien-être *matériel*, l'opposant à la mondialisation changera sans doute son fusil d'épaule et tentera de nous expliquer que le commerce international est néfaste pour le *développement humain*. Ne risque-t-on pas d'assister à une concurrence par le bas en ce qui concerne les conditions de travail, par exemple le travail des enfants?

D'un point de vue théorique, cette possibilité soulève un certain nombre de problèmes, qui ne sont pas les mêmes selon que l'on se place du point de vue des pays développés ou de celui des pays moins développés.

Le travail des enfants était répandu en Europe au dix-neuvième siècle. Il a été graduellement éliminé par des réglementations qui l'interdisent. Mais c'est grâce au progrès technique et à la croissance que le coût économique de ces réglementations a été raisonnable. On peut concevoir que dans un pays extrêmement pauvre l'interdiction du travail des enfants puisse être une mauvaise idée, car elle conduit à une réduction de la production par tête, avec des conséquences très concrètes en termes de malnutrition, d'espérance de vie, etc. De fait, Krueger (1996)⁴ montre que la majeure partie du travail enfantin prévaut dans des pays extrêmement pauvres et que les variations de PIB par tête expliquent 80 % de la variance mondiale de l'incidence du travail des enfants.

Cela nous conduit au point suivant: l'interdiction du travail des enfants n'est pas nécessairement une politique efficace; elle peut l'être sous certaines conditions (par exemple dans un pays relativement riche), et pas sous d'autres. Il existe des raisons économiques de penser que le travail des enfants ne doit pas être uniquement déterminé par le marché, en particulier parce que les parents ne prennent pas en compte l'effet sur le niveau d'éducation futur de leurs enfants; il est donc souhaitable que le gouvernement intervienne pour réglementer cette forme de travail.⁵ Il n'en reste pas moins que la réglementation adaptée à Stockholm n'est pas nécessairement idéale à Bamako, et qu'il est probablement raisonnable de tolérer un niveau plus élevé de travail enfantin dans les pays plus pauvres.

Bien entendu, cela n'empêche nullement un économiste ou un travailleur humanitaire occidental de porter un jugement de valeur et de considérer le travail enfantin comme excessif dans de nombreux pays, du point de vue de l'efficacité économique ou du point de vue humanitaire. Il n'en reste pas moins que ces pays sont des états souverains et qu'il ne tient qu'à eux de mieux réglementer, voire d'interdire le travail des enfants, comme le font les pays développés.

Qu'en est-il maintenant de l'idée d'après laquelle la pression de la concurrence internationale forcerait les pays à réduire leurs standards sociaux? A priori, cet argument s'applique également aux pays riches et aux pays pauvres; et il est probable que les pays riches, ayant une réglementation sociale plus généreuse, soient plus affectés.

Qu'une économie soit ouverte ou fermée, la réglementation des conditions de travail se traduit toujours par une perte de productivité, et donc par une baisse du pouvoir d'achat matériel. Il est probable que cette baisse soit plus forte lorsque l'économie est ouverte: par exemple, le capital peut plus facilement se redéployer vers des pays où son rendement est plus élevé. Cependant, cela n'implique nullement que la réglementation doive être abandonnée: son coût économique est plus élevé, ce qui implique qu'il est en général optimal de revoir à la baisse, mais non de démanteler, le niveau de réglementation. De combien? Cela dépend des préférences de la population. Si par exemple celle-ci tient beaucoup à sa réglementation sociale, elle peut fort bien opter pour un quasi-maintien de celle-ci face à l'ouverture des frontières.

Par ailleurs le supplément de coût de la réglementation doit être comparé au gain de l'échange. Si le gain de l'échange reste plus élevé que le coût économique de la réglementation, alors la participation au marché mondial reste préférable à l'autarcie, même s'il s'avère que cette participation implique un ajustement à la baisse du niveau de réglementation. Cependant, la possibilité inverse ne peut être écartée en théorie, bien que ce soit dans des conditions plutôt "pathologiques". Dans ce cas il est préférable de se fermer au commerce international tout en maintenant sa réglementation sociale. Un état souverain est

⁴ A. Krueger, "Observations on international labor standards and trade", *NBER Working Paper T0254*, 1996

⁵ Voir J.M. Baland et J.A. Robinson, "Is Child Labor Inefficient?" *Journal of Political Economy*, 108, 663-679

parfaitement libre d'opter pour cette solution en mettant fin à sa participation à l'OMC et à d'autres arrangements multilatéraux; le fait que peu l'aient fait suggère que les conditions dans lesquelles une telle politique est optimale sont précisément pathologiques.

Qu'en est-il, en pratique, de l'effet de la globalisation sur les conditions de travail? Une étude récente de Edmonds et Pavcnik⁶ s'intéresse au cas du Vietnam. Ce pays est un cas particulièrement intéressant, pour deux raisons. D'une part, le travail enfantin est largement répandu dans cette économie à prédominance agricole. En 1993, 57 % des enfants vietnamiens travaillaient. D'autre part, ce pays a connu une expérience facilement identifiable de libéralisation des échanges. Il avait mis en place en 1989 un système de quota d'exportations de riz, qui maintenait le prix intérieur du riz à un niveau artificiellement bas. Ce régime s'est graduellement libéralisé, ce qui a entraîné une hausse progressive du prix du riz et un doublement des exportations. Le quota a été entièrement éliminé en 1997, date à laquelle le prix intérieur du riz a rejoint le niveau international, ce qui représente une augmentation du prix relatif du riz de 29 % sur la période considérée.

La question que se posent Edmonds et Pavcnik est: comment le travail infantile a-t-il réagi à ces évolutions? En théorie, on peut considérer deux effets. D'une part, l'augmentation du prix du riz rend plus profitable la mise au travail d'un enfant dans les rizières, relativement à d'autres activités, notamment l'éducation (ce que les économistes nomment un effet de substitution); d'autre part, elle réduit la quantité de travail qu'un ménage doit fournir pour obtenir un certain niveau de revenu (effet de revenu). Si le ménage met ses enfants au travail à son corps défendant, il en résultera une baisse du travail infantile. La prédiction théorique est donc ambiguë, suivant que l'effet de revenu ou l'effet de substitution domine.

Qu'a-t-on observé en pratique? Le travail infantile est tombé de 57 % en 1993 à 38 % en 1998. Il a donc baissé d'environ un tiers sur la période correspondant à la libéralisation des exportations de riz. On ne peut pas affirmer, cependant, que cette coïncidence corresponde à un lien causal. A priori, la baisse du travail infantile au Viet-Nam pourrait être le simple résultat du développement économique (quel que soit sa source), ou encore d'une meilleure application de la réglementation.

Pour voir dans quelle mesure la baisse du travail infantile résulte de la hausse du prix du riz provenant de la libéralisation des échanges, Edmonds et Pavcnik, s'appuyent sur le fait que le prix du riz a évolué différemment suivant les régions, à cause des variations de coûts de transports dues à la géographie. Par exemple, l'évolution du prix suivra plus étroitement celle du prix mondial dans un port que dans un village de montagne peu accessible. En corrélant ces différences de prix avec l'évolution du travail infantile dans chaque village, les auteurs montrent que ce dernier a plus diminué dans les localités où le prix du riz a fortement augmenté que dans celles où il a peu augmenté. Ils estiment qu'une hausse de 30 % du prix du riz se traduit en moyenne par une baisse de 10 % du travail infantile.

Enfin, la réduction du travail infantile a été accompagnée par une augmentation importante de la scolarisation. Ainsi, les garçons âgés de 14 à 15 ans ont vu leur taux de scolarisation augmenter de 54 % à 76 % entre 1993 et 1998, tandis que celui des filles a plus que doublé, passant de 30 % en 1993 à 64 % en 1998.

Un environnement dégradé?

⁶ "Does Globalization Increase Child Labor? Evidence from Vietnam", Dartmouth College Working Paper, 2002.

L'opposant à la globalisation pourrait également se demander dans quelle mesure celle-ci est néfaste à l'environnement. D'une part, on peut supposer que la croissance qu'elle induit dans les pays pauvres est intensive en pollution; d'autre part, on peut craindre une délocalisation des industries polluantes des pays développés vers les pays les moins développés.

En ce qui concerne le premier point, on constate que la pollution augmente avec l'activité économique pour les pays pauvres, mais que cette relation s'inverse au delà d'un certain niveau de développement.⁷ Cette relation est due au fait que, si à technologie donnée une plus grande production accroît évidemment la pollution, la demande de dépollution de la part des citoyens augmente avec le niveau de revenu, de sorte que les pays les plus riches ont des normes plus contraignantes et consacrent une partie plus importante de leurs ressources à la dépollution; ils utilisent donc des technologies plus propres, et polluent donc moins que les pays de revenu intermédiaire.

Ainsi, le Mexique pollue plus que l'Ouganda, mais les Etats-Unis ou la Norvège polluent moins que le Mexique. La sortie de la pauvreté d'un certain nombre de pays contribue donc positivement à la pollution globale; mais la croissance des pays de revenu intermédiaire contribue à les amener dans la zone où la croissance a un effet bénéfique sur la pollution. L'effet de la croissance mondiale sur l'environnement dépend donc de la distribution de cette croissance entre pays riches et pays pauvres, et si ces derniers en bénéficient de façon disproportionnée, alors la croissance mondiale est néfaste pour l'environnement. Cependant, les pays riches peuvent-ils imposer aux pays pauvres de freiner leur croissance pour préserver l'environnement, alors qu'eux-mêmes ne s'en sont pas souciés par le passé?

Qu'en est-il de l'effet du commerce international proprement dit? Celui-ci tend à accroître la pollution dans les pays qui se spécialisent dans les industries polluantes, mais à la réduire dans ceux qui se spécialisent dans les industries non polluantes. Mais, dans la mesure où l'ouverture au commerce international accroît le revenu, à ces effets de la spécialisation s'ajoutent les effets de la croissance que nous avons décrits plus haut.

L'effet net de la libéralisation des échanges sur la pollution dépend donc d'un jeu complexe de facteurs. Pour connaître lesquels dominant, il faut se référer aux données. C'est ce qu'on fait Antweiler, Copeland et Taylor⁸, qui isolent économétriquement l'effet du commerce international sur les émissions de dioxyde de soufre, et obtiennent des résultats surprenants.

D'une part, l'effet *moyen* du commerce international sur la concentration en SO₂ dans un pays quelconque est négatif. Une hausse de 1 % de l'intensité des échanges – mesurée par le ratio (exports+imports)/pib – réduit les émissions de SO₂ de 0.4 à 0.9 %.

Si l'on y réfléchit, ce n'est pas surprenant. La globalisation accroît la richesse mondiale en exploitant les gains de l'échange: il s'agit là d'une méthode particulièrement propre pour augmenter le PIB mondial. Comme une fraction de cette hausse du PIB est consacrée à la dépollution, le commerce international a un effet net bénéfique sur l'environnement. Cela n'est pas vrai d'autres sources de croissance. Une plus grande accumulation de capital, par exemple, permet également de s'enrichir, mais au moyen d'une production physique plus élevée. De

⁷ Voir G. Grossman et A. Krueger, "Economic Growth and the environment", *Quarterly Journal of Economics*, 1995, 353-377

⁸ "is free trade good for the environment ?", *American Economic Review*, 91(4), 2001

fait, les mêmes auteurs trouvent qu'une hausse de 1 % du stock de capital augmente la concentration de SO₂ d'environ 1 %.

Le second résultat surprenant de Antweiler et al., c'est que si l'on estime l'effet de l'ouverture internationale séparément pour chaque pays, on trouve que celle-ci réduit la pollution pour la totalité des pays pauvres, alors qu'elle l'augmente pour certains pays riches. En supposant que ce soient les pays pauvres qui se spécialisent dans les industries polluantes et les pays riches qui se spécialisent dans les industries non polluantes, on se serait attendu à l'inverse. Ces résultats suggèrent que cette supposition est erronée et que la réalité est plus complexe.

Quoi qu'il en soit, les résultats de Antweiler et al. rejettent clairement l'hypothèse d'après laquelle la globalisation serait néfaste à l'environnement, même si on la limite aux pays les plus pauvres.

Des crises récurrentes?

Le dernier argument que nous considérerons, est l'idée d'après laquelle les flux de capitaux à destination des pays les moins développés sont générateurs d'instabilité et de crises, parce que ces capitaux tendent à se retirer précipitamment sous l'effet de paniques spéculatives. Ainsi, les années 1990 ont connu la crise mexicaine, la crise asiatique, et la crise russe, et de nombreux commentateurs ont insisté sur les aspects déstabilisants de ces crises et sur la nécessité de limiter ces flux de capitaux, par exemple en imposant une taxe au niveau mondial.

Ces arguments appellent un certain nombre de commentaires.

D'une part, il n'est pas évident que ces crises ne soient pas dues à des facteurs spécifiques aux pays concernés, notamment le manque de transparence des finances publiques, la corruption, une politique de change incompatible avec l'évolution des déficits, etc. Un pays comme l'Irlande, par exemple, est intégré dans une aire de stabilité monétaire et budgétaire qu'est la zone Euro, et dispose d'institutions démocratiques transparentes. Grâce aux investissements directs étrangers, il a connu une croissance soutenue au cours des années 1990, finissant par dépasser le Royaume Uni en termes de PIB par tête, et cela sans connaître de crise comparable.

Ensuite, les afflux de capitaux jouent un rôle important dans le développement d'un pays. Il lui permettent d'investir massivement sans pour autant réduire sa consommation, ce qui est très difficile pour un pays pauvre. Une taxe sur les mouvements de capitaux risque de nuire aux pays pauvres en réduisant l'investissement dans ces pays, et de favoriser les pays riches en y maintenant l'excès d'épargne qui serait investi de façon plus rentable dans le tiers-monde. C'est grâce au flux annuel moyen de 300 milliards de dollars vers les pays pauvres que ces derniers ont pu croître plus vite que les pays riches au cours des années 1990. Une réduction de ces flux entraînerait un ralentissement de ce rattrapage.

Enfin, les crises peuvent être le prix à payer pour la croissance, et, bien que les mécanismes soient loin d'en être bien compris, jouer un rôle important dans l'assainissement de l'économie. La crise mexicaine, par exemple, s'est traduite par une forte contraction du PIB par tête: -7.7 % en 1996. Mais elle a été suivie de deux années de croissance respectable, à 3,4

% et 5 %. Sur l'ensemble de la décennie, la croissance moyenne s'élève à 1,4 %, ce qui est peu mais néanmoins positif, et respectable compte tenu du fort dynamisme démographique qui tend généralement à grever la croissance du revenu par tête. De même, la Thaïlande a connu une baisse du PIB de 2,6 % en 1998, mais croissait à nouveau à 3,3 % dès 1999.

Il est fort possible qu'un pays puisse regretter d'avoir ouvert ses frontières aux capitaux étrangers à la suite d'une crise. Mais au moment de prendre cette décision, il ne sait pas si la crise se produira et doit se fonder sur la contribution moyenne des flux attendus sur sa croissance. L'expérience des années 1990 – une croissance soutenue pour de nombreux pays en voie de développement, et un supplément de croissance moyenne pour ceux qui ont le plus libéralisé leurs échanges – montre que pour un pays pauvre, il était préférable de s'ouvrir, quitte à prendre le risque d'une crise, plutôt que d'opter pour l'autarcie et la stagnation.

Conclusion

Les pays pauvres ont tout à gagner à la globalisation: une convergence plus rapide vers les pays riches, non seulement en termes de niveau de vie matériel, mais aussi en terme de développement humain au sens large: éducation, santé, et environnement. Cela est moins évident pour les pays riches, bien qu'ils aient également continué à croître à un rythme élevé, et qu'ils aient su trouver de nouveaux marchés et s'adapter aux mutations imposées par la concurrence internationale. Pour certains groupes sociaux protégés par les barrières aux échanges, la globalisation impliquera sans doute de coûteux efforts de reconversion et l'abandon de rentes de situation. Les opportunités d'investissement dans les pays moins développés tendent à accroître le coût du crédit pour les entrepreneurs des pays riches. Enfin, le développement des pays pauvres tend à accélérer la déplétion des ressources naturelles. Ce sont ces facteurs, à mon sens, qui expliquent les résistances à la globalisation de la part de certaines organisations des pays développés. Mais qu'elles prétendent défendre les intérêts des pays pauvres procède soit de l'incompréhension, soit de la mauvaise foi.